

COMMUNE DE MASSIEU

Zonage d'assainissement pluvial Enquête publique

NOTE DE PRESENTATION

au titre de l'article R.123-8 2° et 3° du code de l'environnement

PROGEO ENVIRONNEMENT
13 rue de l'abbé Vincent – ZAC ARTIS
38600 FONTAINE

Tél. 04 82 53 50 33 / Fax 04 82 53 50 34
progeo@progeo-environnement.com

Sommaire

<u>1</u>	<u>COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE</u>	<u>3</u>
<u>2</u>	<u>OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE</u>	<u>3</u>
<u>3</u>	<u>TEXTE REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE</u>	<u>3</u>
<u>4</u>	<u>INSERTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE</u>	<u>3</u>
<u>5</u>	<u>LES CARACTERISTIQUES LES PLUS IMPORTANTES DU PROJET</u>	<u>4</u>
<u>6</u>	<u>RESUME DES PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES, NOTAMMENT DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET SOUMIS A ENQUETE A ETE RETENU.</u>	<u>5</u>

1 Coordonnées du Maître d'ouvrage

Commune de MASSIEU - La Mairie – 38620 MASSIEU

2 Objet de l'enquête publique

La présente enquête publique porte sur le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de MASSIEU.

3 Texte régissant l'enquête publique

La réalisation du zonage des eaux pluviales est soumise à enquête publique conformément aux dispositions de :

- Loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- Décret n°85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 susvisée,
- Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (articles 236 et 245),
- Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

L'ensemble de ces textes est codifié aux :

- articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 et suivants du code de l'environnement relatif à l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- articles L.2224-10 et R.2224-6 à R.2224-9 du code général des collectivités territoriales.

4 Insertion de l'enquête publique dans la procédure administrative

La commune de Massieu a décidé d'élaborer un zonage d'assainissement des eaux pluviales en parallèle à l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le projet de zonage des eaux pluviales a fait l'objet d'une information en conseil municipal lors de sa séance du xxx.

Le projet de zonage pluvial n'est pas soumis à concertation publique préalable et ne fait pas l'objet d'une étude d'impact.

Il est soumis à une demande d'examen au cas par cas sur l'éligibilité à évaluation environnementale en application de l'article R.122-17-II-4° du code de l'environnement auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à savoir le Préfet de département.

La décision prise par l'Autorité environnementale par arrêté n°xxxx du xxxx après examen au cas par cas sur l'éligibilité à évaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux

pluviales de la commune de Massieu en application de l'article R122-18 du code de l'environnement a conclu à ne pas soumettre ce projet à évaluation environnementale.

Le préfet des Bouches-du-Rhône a motivé cette décision en considérant que xxxxxxxxxxxx

Le projet de zonage des eaux pluviales est soumis à enquête publique dans le cadre d'une enquête publique environnementale unique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement comprenant également le dossier de projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

L'enquête publique, durant laquelle des permanences de la commission d'enquête et la mise à disposition du dossier au public sont assurées, permettra à chacun de consulter le projet et d'émettre des avis.

Dans le délai d'un mois qui suit la clôture de l'enquête, la commission d'enquête examine les observations consignées ou annexées au registre d'enquête publique, établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et rédige des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables.

Le zonage d'assainissement eaux pluviales est ensuite approuvé par le conseil municipal, qui analysera les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête pour prendre sa décision et apporter d'éventuels ajustements au dossier.

Cette délibération suivie des mesures de publicité met un terme à la procédure du zonage d'assainissement des eaux pluviales.

5 Les caractéristiques les plus importantes du projet

Le zonage pluvial est une phase essentielle dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des eaux pluviales. Il permet d'intervenir au niveau des zones urbaines déjà desservies par le réseau collectif, des zones d'urbanisations futures et des zones naturelles ou agricoles.

Le plan de zonage de l'assainissement pluvial est destiné à définir sur la commune les secteurs auxquels s'appliquent différentes prescriptions d'ordre technique et/ou réglementaires. En pratique, ce zonage correspond à un découpage de la commune en secteurs homogènes.

Concrètement, d'après l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le zonage pluvial doit délimiter, après enquête publique :

- les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols, assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales.

D'un point de vu financier, l'extension, l'adaptation et le redimensionnement des réseaux traditionnels représentent des investissements importants, et plus particulièrement dans les opérations d'aménagement où la part du pluvial reste prépondérante dans la réalisation des réseaux humides.

Les nouvelles stratégies d'assainissement pluvial offrent la possibilité et l'intérêt d'un transfert partiel ou complet de charge sur les particuliers, solutions alternatives traitant les problèmes à la source, en combinaison avec l'intervention publique.

Ainsi, plutôt que de limiter systématiquement l'imperméabilisation des sols, il est envisagé d'axer la politique communale vers des principes de compensation des effets négatifs de cette imperméabilisation. Il sera alors exigé des aménageurs qu'ils compensent toute augmentation

du ruissellement induit par la création ou l'extension de bâtis, par la mise en œuvre de dispositifs de rétention des eaux pluviales ou d'autres techniques alternatives, comme la mise en place de système d'infiltration / rétention à la parcelle.

L'objectif de base demeurant la non-aggravation de l'état actuel, la réponse offerte par l'imposition de ces techniques privatives est équivalente à une limitation de l'imperméabilisation, sans toutefois priver la collectivité des aménagements (individuels ou collectifs) auxquels elle peut prétendre.

Les techniques alternatives sus évoquées reposent sur la réattribution aux surfaces de ruissellement de leur rôle initial de régulateur avant leur imperméabilisation, par rétention et/ou infiltration des volumes générés localement. Elles présentent l'avantage d'être globalement moins coûteuses que la mise en place ou le renforcement d'un réseau pluvial classique.

Conformément à ces nouvelles stratégies, la Ville de Massieu a donc décidé d'édicter des règles et des contraintes et délimiter sur tout le territoire communal des zones de maîtrise de ruissellement. Il s'agit d'opérer un contrôle et une maîtrise des écoulements pluviaux à la «source» afin de limiter les flux hydrauliques collectés sur les ouvrages publics. **Ainsi, pour tout permis de construire ou déclaration de travaux modifiant l'imperméabilisation d'une parcelle, une étude des possibilités d'infiltration et/ou un respect des contraintes de rejets des eaux pluviales au milieu naturel devra être réalisés.**

Sur la commune de Massieu, deux zones distinctes, faisant l'objet d'un règlement différent, sont établies :

- La zone AU, permettant l'application d'un règlement spécifique aux projets mis en œuvre par un aménageur (OAP Chaboudière),
- Les autres zones, permettant de mettre en œuvre un règlement spécifique aux projets menés par des particuliers sur des petites parcelles (dents creuses), avec des contraintes de stockage et de rejet plus encadrées, ne nécessitant pas d'études ni de connaissances techniques spécifiques.

Parallèlement, le schéma directeur des eaux pluviales a intégré la protection du Hameau de la Cote d'Ainan contre les crues du cours d'eau Le Crozarieu. Aussi, un emplacement réservé a été défini pour la création d'un bassin de rétention.

6 Résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet soumis à enquête a été retenu.

La taille des ouvrages publics ne peut être techniquement et financièrement augmentée sans cesse. Une nouvelle politique de maîtrise et de gestion des eaux de ruissellement doit être mise en œuvre. Cette politique va dans le sens d'une gestion « amont » des eaux pluviales destinée à :

- assurer la pérennité hydraulique des ouvrages existants en évitant l'accroissement de la dimension des ouvrages en domaine public,
- limiter les volumes et débits dirigés vers les exutoires naturels ainsi que la fréquence des risques d'inondation des zones exposées,
- limiter l'impact sur le milieu naturel en maîtrisant la pollution pouvant être rejetée par les eaux pluviales.

D'autre part le SDAGE RM 2016/2021 mentionne pour objectif d' « Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées »

Il stipule également que :

« Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur (protection de la qualité des eaux souterraines, protection des captages d'eau potable ..), à l'exception des dispositifs visant à la rétention des pollutions. »

Par ailleurs, dans les secteurs situés à l'amont de zones à risques naturels importants (inondation, érosion ..), il faut prévenir les risques liés à un accroissement de l'imperméabilisation des sols. En ce sens, les nouveaux aménagements concernés doivent limiter leur débit de fuite lors d'une pluie centennale à une valeur de référence à définir en fonction des conditions locales. »

Afin d'atteindre ces différents objectifs, le projet de zonage des eaux pluviales de la commune de Massieu et son règlement prévoit que :

- L'infiltration sur l'unité foncière doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales recueillies sur l'unité foncière.
- L'excédent d'eau pluviale n'ayant pu être infiltré est soumis à des limitations avant rejet au milieu naturel ou au réseau d'assainissement pluvial public,
- afin de ne pas aggraver l'aléa inondation suite à l'imperméabilisation toujours croissante, les débits fixés de rejets (8 l/s/ha), au milieu naturel ou au réseau collectif n'aggraveront pas le débit du cours d'eau de l'Ainan (cours d'eau récepteur des eaux pluviales), et ce dès la crue décennale.

Ainsi, en cohérence avec ces différents éléments, il a été retenu l'application des contraintes de gestion des eaux pluviales mentionnées ci-dessus pour :

- toutes les opérations dont la surface imperméabilisée est supérieure à 50 m² (voirie et parking compris),
- toutes les opérations augmentant la surface imperméabilisée existante de plus de 20%, parking et voirie compris,
- tous les parkings imperméabilisés de plus de 10 emplacements.

Enfin l'utilisation de techniques alternatives au « tout tuyau » (noues, tranchées et voies drainantes, ouvrages d'infiltration...) est fortement recommandée.